



MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

**Direction générale des Ressources
naturelles et de l'Environnement**

**Direction générale de l'Aménagement
du Territoire, du Logement et du
Patrimoine**



Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Annexe IX de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure d'octroi du permis d'environnement, aux déclarations et aux mesures de police administrative

FORMULAIRE DE DECLARATION DES ETABLISSEMENTS DE CLASSE 3

Cadre réservé aux services administratifs de la commune de dépôt de la déclaration

Commune où est déposée la déclaration	
Date de l'accusé de réception de la déclaration	
Référence de la déclaration à la commune	
Personne de contact à la commune	
Date de recevabilité de la déclaration (information au fonctionnaire technique et au déclarant)	

Déclarant

.....

Adresse établissement

.....

SCEAU DE LA COMMUNE

1. Nature de l'établissement

Description de l'établissement :

Système d'épuration individuelle E-H composé de

..... microstation

Marque : Agrément réf. :

+ rejet par

Dimensions: longueur =m Superficie = m² Profondeur =m.

+ joindre la note de calcul du dimensionnement du dispositif d'évacuation par infiltration

+ JOINDRE PLAN(S) D'IMPLANTATION DU PROJET (Echelle : 1/250) avec légende

Numéro(s) et libellé(s) de la ou des rubriques :

90.11 (unité d'épuration individuelle ≤ 20 E-H)

90.12 (installations d'épuration individuelle comprise entre 20 et 100 E-H)

Libellé(s) de la ou des conditions intégrales applicables :

Arrêté du Gouvernement wallon du **25 septembre 2008** fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités et aux installations d'épuration individuelle

2. Localisation de l'établissement faisant l'objet de la déclaration

Adresse

Rue ¹ : n° boîte

Code postal : Commune :

☎ : Fax : E-mail : @.....

Plan de situation (photocopie de la carte routière et implantation dans la rue) : annexe n°

Références cadastrales : e Division, section, N°,,

Destination au plan de secteur :

Destination au plan communal d'aménagement :

Situé dans un lotissement non périmé délivré en date du ; lot n°

1..... S'il s'agit d'un lieu-dit, le préciser. Ne mentionner un lieu-dit que si c'est pertinent pour la localisation de l'établissement, à défaut d'un nom de rue.

3. Identité du déclarant

Personne physique

NOM : Prénom : Qualité :

Rue : n° boîte

Code postal : Commune :

☎ : Fax : E-mail : @.....

Personne morale

Dénomination ou raison sociale :

Forme juridique :

Nationalité :

Adresse du siège social

Rue : n° boîte

Code postal : Commune :

☎ : Fax : E-mail : @.....

4. S'agit-il

- a) de la mise en activité d'un établissement nouveau ? **NON** **OUI**
- b) du maintien en activité d'un établissement qui vient d'être rangé en classe 3 suite à une modification de la liste des installations et activités classées ? **NON** **OUI**
- c) du maintien en activité d'un établissement dont la durée de validité de la déclaration est arrivée à expiration ? **NON** **OUI**
- d) de la remise en activité d'un établissement existant (par exemple après chômage, incendie, etc.) ? **NON** **OUI**
- e) de l'extension ou de la transformation d'un établissement ancien ? **NON** **OUI**
- f) d'un déplacement de l'établissement ? **NON** **OUI**

Indiquer dans ce cas la localisation ancienne :

Rue : n° boîte

Code postal : Commune :

5. Signature

Sont joints à la présente déclaration les informations ou documents éventuellement exigés par la norme intégrale visée au point 1.

Conformément à l'article 58 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, **le soussigné s'engage à observer les conditions générales et intégrales applicables à l'établissement faisant l'objet de la présente déclaration, ainsi que les conditions complémentaires éventuellement prescrites par l'autorité compétente** sur base de l'article 14, § 5. Le texte des conditions générales, sectorielles et intégrales peut être obtenu auprès de l'Administration communale.

La présente déclaration ne dispense pas le déclarant du respect de la législation applicable en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme et du patrimoine (CWATUP).

La présente déclaration est valable pour un terme de **10 ans au maximum** prenant cours, soit le quinzième jour qui suit la déclaration si celle-ci n'a pas été déclarée irrecevable conformément à l'article 14, § 3, du décret, soit le trentième jour qui suit la déclaration si l'autorité compétente prescrit des conditions complémentaires d'exploitation conformément à l'article 14, § 5, du décret.

Déclaration certifiée sincère et complète,

Faite à, le / /

Signature du déclarant ou, s'il s'agit d'une personne morale, de la personne dûment habilitée à représenter le déclarant.

.....
Conformément à l'article 14, § 1er, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement le présent formulaire est envoyé par recommandé ou remis contre récépissé, selon le cas :

- à la commune sur le territoire de laquelle est situé le projet d'établissement ;
- à la commune reprise à l'adresse du siège d'exploitation (voir point 4) lorsque l'établissement est situé sur le territoire de plusieurs communes ;
- au fonctionnaire technique lorsqu'il s'agit d'un établissement mobile.

En vertu de l'article 14, § 3, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, la demande est jugée irrecevable si le formulaire n'est pas correctement rempli ou est incomplet.